



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 70.604/4
du 29 décembre 2021

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'introduisant les procédures numériques et portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 70.604/4
van 29 december 2021

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'voor de invoering van digitale processen en houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'

Le 2 décembre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'introduisant les procédures numériques et portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale et de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 29 décembre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 décembre 2021.

*

Op 2 december 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'voor de invoering van digitale processen en houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 29 december 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 december 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

La section de législation a donné, ce jour, l'avis n° 70.603/4 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « introduisant les procédures numériques et portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles et de l'arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles », lequel contient des dispositions rédigées de manière identique à celles du projet à l'examen, étant entendu que les destinataires de ces dispositions diffèrent puisque ce dernier vise les agents statutaires et contractuels des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il est dès lors renvoyé, *mutatis mutandis*¹, aux observations formulées dans l'avis n° 70.603/4, à l'exception de celles relatives au préambule, le préambule du projet à l'examen faisant l'objet des observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} sera omis, l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises' ne constituant pas le fondement juridique de la compétence de l'exécutif bruxellois pour régler le statut des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale ou la situation administrative et pécuniaire du personnel contractuel de ces organismes.

¹ Dans le sens où les dispositions en projet sont appelées à s'insérer, comme le précise l'intitulé de l'arrêté examiné, dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' et dans l'arrête du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' et non pas dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' ni dans l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'relatif à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services publics régionaux de Bruxelles'.

2. À l'alinéa 3, dans la version française, l'intitulé complet de l'ordonnance du 19 juillet 1990 sera mentionné, soit 'portant création d'un Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale'. Il sera en outre précisé que l'article 8, alinéa 2, de cette ordonnance a été modifié par une ordonnance du 9 juillet 2015.
3. À l'alinéa 5, il convient de viser plus précisément l'article 34, § 1^{er}, de l'ordonnance du 18 janvier 2001 'portant organisation et fonctionnement d'Actiris' et d'indiquer que cette disposition a été modifiée par une ordonnance du 8 décembre 2016.
4. À l'alinéa 6, l'intitulé exact et actuel de l'ordonnance du 26 juin 2003 sera mentionné, soit 'portant création d'Innoviris'.
5. À l'alinéa 8, dans la version française, il convient de mentionner l'intitulé exact de l'ordonnance du 28 mai 2015, soit 'créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours – Brusafe' ; il y a lieu, par ailleurs, de viser également l'article 9, alinéa 3, de cette ordonnance.
6. L'alinéa 11 sera omis, le texte y étant visé ne constituant ni un fondement juridique du projet, ni un arrêté modifié par celui-ci.
7. Alors que l'alinéa 17 vise « le rapport du Comité de gestion de la SLRB », la note au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale précise que « l'avis de la SLRB a été demandé mais l'avis définitif n'a pas été reçu ». L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.
8. L'alinéa 20 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 70.604/4 du Conseil d'État donné le 29 décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »².

*

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

De afdeling Wetgeving heeft vandaag advies 70.603/4 uitgebracht over een ontwerpbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “voor de invoering van digitale processen en houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel” dat bepalingen bevat die op dezelfde manier gesteld zijn als de bepalingen van het voorliggende ontwerp, met dien verstande dat die bepalingen andere adressaten hebben, aangezien het voorliggende ontwerp betrekking heeft op de statutaire en de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Er wordt dan ook *mutatis mutandis*¹ verwezen naar de in advies 70.603/4 geformuleerde opmerkingen, maar niet naar de opmerkingen betreffende de aanhef, aangezien over de aanhef van het voorliggende ontwerp de hiernavolgende bijzondere opmerkingen gemaakt worden.

¹ In de zin dat de ontworpen bepalingen, zoals aangegeven in het opschrift van het voorliggende besluit, ingevoegd dienen te worden in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ en niet in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ en ook niet in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘betreffende de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van de contractuele personeelsleden van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid moet weggelaten worden, aangezien artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’ niet de rechtsgrond vormt voor de bevoegdheid van de Brusselse regering om het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de rechtspositie en de bezoldigingsregeling van het contractueel personeel van die instellingen te regelen.
2. In het derde lid van de Franse tekst moet melding gemaakt worden van het volledige opschrift van de ordonnantie van 19 juli 1990, namelijk ‘portant création d’un Service d’incendie et d’aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale’. Bovendien moet gepreciseerd worden dat artikel 8, tweede lid, van die ordonnantie gewijzigd is bij een ordonnantie van 9 juli 2015.
3. In het vijfde lid dient meer in het bijzonder verwezen te worden naar artikel 34, § 1, van de ordonnantie van 18 januari 2001 ‘houdende organisatie en werking van Actiris’ en dient aangegeven te worden dat die bepaling gewijzigd is bij een ordonnantie van 8 december 2016.
4. In het zesde lid moet melding gemaakt worden van het correcte en huidige opschrift van de ordonnantie van 26 juni 2003, namelijk ‘houdende oprichting van het Innoviris’.
5. In het achtste lid van de Franse tekst dient melding gemaakt te worden van het correcte opschrift van de ordonnantie van 28 mei 2015, namelijk ‘créant un organisme d’intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l’École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours - Brusafe’; voorts moet ook naar artikel 9, derde lid, van die ordonnantie verwezen worden.
6. Het elfde lid moet weggelaten worden, aangezien de tekst waarnaar het verwijst noch een rechtsgrond van het ontwerp vormt, noch een besluit dat bij het ontwerp gewijzigd wordt.
7. Terwijl in het zeventiende lid melding gemaakt wordt van “het verslag van het directiecomité van de BGHM”, staat in de nota aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat “[h]et advies van de BGHM werd gevraagd maar het definitieve advies (...) niet ontvangen [werd]”. De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dat vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

8. Het twintigste lid betreffende het advies van de Raad van State moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 70.604/4 van de Raad van State, gegeven op 29 december 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.²

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.